

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1605

5 juillet 2013

SOMMAIRE

AMMF Investment	77031	Gigalux S.A.	76999
AMT Capital Holdings S.A.	77031	Go S.A.	77000
AMT Capital Holdings S.A.	77031	Group AP Invest S.A.	76999
Anoi Estates S.A.	77031	Groupe Olidef S.A.	77000
Antimo S.A.	77032	Immobilière Sirius	77012
APPIA General Partner S.à r.l.	77032	Infopartners S.A.	77040
Arcotex S.A.	77033	Ingenium	77013
Arranmore	77032	ING Lux Insurance International S.A.	77012
Assets & Buildings Investments I S.A.	77032	Investissements Italiens II S.A.	76999
Atrium Development S.A.	76994	Jans-1 S.à r.l.	77028
Auto Racing Service S.A.	77033	Jardin du Soleil	77011
Axilux Sàrl	77033	Jeanmicha S.A.	77012
Ayala	77033	Jeanmicha S.A.	77012
Bayard Investments S.à r.l.	77034	Jucari S.A.	77012
B&B Holding S.à r.l.	77034	Keystone Asset Management S.A.	77013
Belle-Ile S.à r.l.	77034	Kiama S.à r.l.	77013
Bimon S.A.	77035	Kihn	77029
DB Equity S.à r.l.	77008	Klengé Snack S.à r.l.	77030
DB Valoren S.à r.l.	77008	Klöckner Investment S.C.A.	77030
Débardage et Exploitation Forestiers	77008	Klöckner S.à r.l.	77030
Décoman 1 S.A.	77008	Kool Holding S.A.	77029
Décoman 2 S.A.	77011	Krypton Luxembourg SARL	77029
Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l.	77009	Lavatere S.A.	77029
Diamond Ten S.à r.l.	77000	Luxcellence Advisory Company	77030
D.R.C. S.A.	77008	Sankaty European Investments, S.à r.l. ...	77039
ECIP M S.A.	76994	SBM Construction	77039
Falcon Investor S.à r.l.	76995	Sciliar S.A.	77039
Fanoé S.A.	76994	Smash Holding S.A.	77035
FANUC Luxembourg Corporation	76995	Stanwahr S.à r.l.	77039
Gareth Capital S.A.	76995	Suez Environnement Ré S.A.	77034
Gelt S.A.	77040		

ECIP M S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 162.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Laurent Guérineau / François Pfister

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013063827/11.

(130078829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Fano S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 138.812.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013063850/10.

(130078917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Atrium Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 127.123.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 14 mai 2013

Les actionnaires acceptent à l'unanimité la démission des administrateurs suivants: Romain Bontemps (catégorie A) et Isabelle Cardinael (catégorie B).

Les actionnaires nomment à l'unanimité, en remplacement de ceux-ci, les administrateurs suivants:

Catégorie A:

- Muriel Sam demeurant professionnellement, 1, rue Peternelchen L-2370 Howald

Catégorie B:

- Paul Vanderstappen demeurant professionnellement, Havenlaan 12 B-1080 Bruxelles

Leurs Mandats prendront fin lors de l'assemblée générale tenue en 2019. Les actionnaires décident à l'unanimité de renouveler les mandats des administrateurs:

Catégorie A:

- Eric Lux, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald.

Catégorie B:

- La société privée de personne à responsabilité limitée de droit belge «BUDEVCO», avec siège social à 21, Leeuwenlaan B-1780 Wemmel, inscrite au Greffe du Tribunal de Commerce de Bruxelles sous le n° 884.628.815 et représentée par Pascal Buelens.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale tenue en l'année 2019.

Les actionnaires décident également de renouveler le mandat de l'administrateur-délégué, Monsieur Eric Lux, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale tenue en l'année 2019.

Les actionnaires nomment en remplacement de PKF ABAX Audit S.A. le commissaire Compliance & Control, 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg, R.C.S. B 172.482.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale se tenant en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013070913/33.

(130087594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2013.

Falcon Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Falcon Investor S.à r.l

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2013063848/12.

(130079243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

FANUC Luxembourg Corporation, Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 95.565.

EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé d'accepter, avec effet au 25 mars 2013, la démission de Monsieur Katsuo Kohari et Monsieur Minoru Kataoka en tant qu'administrateurs de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FANUC Luxembourg Corporation

Référence de publication: 2013063851/12.

(130079239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Gareth Capital S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 157.305.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE HUIT MAI.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de GARETH Capital S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157305 (la Société). La Société a été constituée le 02 décembre 2010, en vertu d'un acte dressé par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°199 du 01 février 2011. Les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

L'Assemblée est présidée par Madame Valérie WESQUY, employée, résidant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 19, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, (le Président).

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée, Monsieur Giacomo PESSANO, employé, demeurant professionnellement à L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit comme scrutateur de l'Assemblée (le Scrutateur) Madame Valérie WESQUY prénommée.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment ensemble ci-après le Bureau.

Les Actionnaires représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués dans une liste de présence qui restera annexée aux présentes après avoir été signée par le représentant des Actionnaires, les membres du Bureau et le notaire instrumentaire.

Les procurations des Actionnaires représentés à l'Assemblée, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, resteront elles aussi annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

Les Actionnaires déclarent qu'ils ont bien été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée et décident de renoncer aux formalités de convocation.

Le Bureau ainsi constitué, le Président constate et prie le notaire instrumentaire d'acter que:

I. il résulte de la liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social émis et souscrit de la Société à savoir EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) représenté par 310 actions (trois cent dix) actions ordinaires, d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune, lesquelles sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les tous points figurant à l'ordre du jour.

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(1) décision de modifier l'objet social par insertion, avant l'actuel dernier alinéa de l'article 3 des statuts, du paragraphe suivant: «Conformément à la loi relative à la Titrisation du 22 mars 2004, le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société»

(2) modification subséquente de l'article 3 des Statuts afin d'y refléter la décision adoptée au point 1. ci-dessus.

(3) insertion d'un nouvel article dans les statuts de la société qui portera le numéro 15, qui sera relatif aux compartiments dont question et qui aura la teneur suivante:

V bis. - Compartiments

Art. 15. Le Conseil peut créer un ou plusieurs Compartiments qui peuvent se différencier, entre autres, par la nature des risques ou des biens acquis, les conditions d'émissions de ceux-ci, selon la devise ou selon d'autres caractéristiques. Les règlements et conditions relatifs aux valeurs mobilières émises pour les différents Compartiments ainsi que leur objet respectif sont déterminés par le Conseil. Tout détenteur de valeurs mobilières émises par la Société est réputé accepter sans réserve et être lié aux conditions applicables à ces valeurs mobilières ainsi qu'aux présents Statuts du fait même de la souscription de ces valeurs mobilières. Chaque Compartiment peut émettre des titres de créance, des obligations, des certificats, des warrants, des parts bénéficiaires, des actions ordinaires et / ou préférentielles et tout autre type de créance.

Sous réserve de droits particuliers ou de restrictions temporaires attachées aux valeurs mobilières, telles que peuvent les prévoir les présents Statuts, ou tout autre document, si un Compartiment est liquidé, son actif sera réparti comme suit:

(a) Premièrement, en paiement ou remboursement de tous les frais, charges, dépenses, honoraires, dettes et autres montants, en ce compris les taxes devant être payées (autres que ceux listés au point (b) suivant) dont est redevable ce Compartiment;

(b) Deuxièmement, en paiement proratisé de tous montants dus aux détenteurs de ces valeurs mobilières.

Aucune valeur mobilière ne sera émise dans un Compartiment à des conditions autorisant les détenteurs de la valeur mobilière de participer à l'actif de la Société autre que l'actif relevant du Compartiment concerné. Si le produit de la réalisation de l'actif d'un Compartiment est insuffisant pour payer tous les montants dus sur cet instrument conformément aux conditions d'émission et aux présents Statuts, les détenteurs n'auront aucun recours à l'encontre de la Société en raison de l'insuffisance ni à l'encontre d'aucun autre Compartiment ou de tout autre élément d'actif de la société.

Les Compartiments correspondent chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société.

Les droits des détenteurs d'instruments relatifs à un Compartiment et les droits des créanciers sont limités aux actifs de ce Compartiment, lorsqu'ils sont relatifs à un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un Compartiment. L'actif d'un Compartiment répond exclusivement des droits des détenteurs d'instruments relatifs à ce Compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment. Dans les relations entre les détenteurs de valeurs mobilières, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Les honoraires, dépenses et autres dettes encourus au nom de la Société dans sa globalité, sont des dettes générales de la Société sans que l'Actif des Compartiments n'en réponde, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Le Conseil vérifiera, dans la mesure du possible, que ces créanciers renoncent à recourir à l'actif des compartiments.

Le Conseil doit établir et maintenir des comptes séparés pour chaque Compartiment de la Société dans le but de déterminer les droits des détenteurs de valeurs mobilières de chaque Compartiment dans le cadre des Statuts et des conditions des valeurs mobilières, de tels comptes étant une preuve décisive de tels droits en absence d'erreur manifeste.

Lorsqu'il est question d'actifs de la Société que le Conseil, ou tout autre personne agissant pour le Conseil, ne considère pas comme se rattachant à un Compartiment particulier, le Conseil pourra déterminer discrétionnairement les critères selon lesquels ces actifs seront alloués ou répartis parmi les Compartiments, et le Conseil aura le droit de changer à tout moment ces critères.

Sauf clause contraire dans les conditions applicables au Compartiment, le Conseil (ou son délégué) est chargé de la liquidation séparée des Compartiments, à moins qu'une telle liquidation n'intervienne dans le cadre d'une liquidation générale de la société.

L'actif et le passif de la Société et de chaque Compartiment devront être évalués conformément aux principes comptables luxembourgeois, à la loi luxembourgeoise et aux méthodes d'évaluation adaptées aux risques et / ou actifs détenus dans le Compartiment concerné, telles que décrites dans les conditions y relatives.

(4) modification de l'article 17 des statuts.

(5) modification subséquente des statuts par renumérotation des articles numérotés initialement 15 à 21 en 16 à 22 afin d'y refléter la décision adoptée au point 3. ci-dessus.

(6) ratification de l'ouverture des compartiments ayant eu lieu depuis la constitution de la société.

(7) divers.

III. après que le président ait lu l'ordre du jour de la présente assemblée, que les actionnaires aient confirmé avoir été valablement convoqués et informés de la teneur de l'ordre du jour, après délibération, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'objet social par insertion avant l'actuel dernier alinéa de l'article 3 des statuts, du paragraphe suivant:

«Conformément à la loi relative à la Titrisation du 22 mars 2004, le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société».

Seconde résolution

L'Assemblée décide de modifier en conséquence l'article 3 des Statuts afin d'y refléter la résolution ci-dessus, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 3.** La Société a pour objet social la conclusion et l'exécution de toutes transactions permises par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, incluant, entre autres, l'acquisition et la prise en charge, par tout moyen, directement ou par l'intermédiaire d'un autre organisme, de risques liés à des créances, autres biens, créances ou dettes de tiers ou inhérents à tout ou parties des activités réalisées par des tiers et l'émission de valeurs mobilières dont la valeur ou le rendement dépend de ces risques tel que défini par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation.

La Société peut en particulier (sans limiter l'objet de la Société, mais sujet aux dispositions de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation):

- acquérir par voie de souscription, d'achat, d'échange ou de toute autre manière tous actifs (notamment, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, des obligations liées à des fonds), détenir et disposer de toute manière de tous actifs et/ou prendre en charge des risques liés à n'importe quels actifs;
- exercer tous droits de quelque nature liés à ces actifs et risques;
- consentir des garanties et/ou octroyer des sûretés sur ses actifs dans la mesure permise par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation;
- faire des dépôts en banque ou chez tout autre dépositaire;
- recueillir des fonds, émettre des obligations, billets et autres titres de dette (notamment, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, des Genussscheine, ci-après nommés «Valeurs Mobilières»), afin d'exercer son activité dans les limites de son objet social;
- transférer ses actifs contre juste rémunération.

Conformément à la loi relative à la Titrisation du 22 mars 2004, le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs compartiments (représentant les actifs de la Société attribuables à une émission d'obligations) correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société.

La Société peut de façon générale effectuer toute transaction, qui se rapporte, directement ou indirectement à son objet social, à l'exclusion de toute activité bancaire et de toute activité d'investissement (collective d'épargne) sujet à l'autorisation et la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et peut s'engager dans tout acte ou activité licites et exercer tous pouvoirs permis aux véhicules de titrisation sous la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation qui sont, dans chaque cas, accessoires et nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social; sous réserve que cela ne porte pas atteinte à l'accomplissement et au développement de son objet social.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'insérer dans les statuts de la société, un nouvel article qui portera le numéro 15 et formant à lui seul un nouveau titre, qui sera relatif aux dits compartiments, ayant la teneur suivante:

V bis. - Compartiments

Art. 15. Le Conseil peut créer un ou plusieurs Compartiments qui peuvent se différencier, entre autres, par la nature des risques ou des biens acquis, les conditions d'émissions de ceux-ci, selon la devise ou selon d'autres caractéristiques. Les règlements et conditions relatifs aux valeurs mobilières émises pour les différents Compartiments ainsi que leur objet respectif sont déterminés par le Conseil. Tout détenteur de valeurs mobilières émises par la Société est réputé accepter sans réserve et être lié aux conditions applicables à ces valeurs mobilières ainsi qu'aux présents Statuts du fait même de la souscription de ces valeurs mobilières. Chaque Compartiment peut émettre des titres de créance, des obligations, des certificats, des warrants, des parts bénéficiaires, des actions ordinaires et / ou préférentielles et tout autre type de créance.

Sous réserve de droits particuliers ou de restrictions temporaires attachées aux valeurs mobilières, telles que peuvent les prévoir les présents Statuts, ou tout autre document, si un Compartiment est liquidé, son actif sera réparti comme suit:

(a) Premièrement, en paiement ou remboursement de tous les frais, charges, dépenses, honoraires, dettes et autres montants, en ce compris les taxes devant être payées (autres que ceux listés au point (b) suivant) dont est redevable ce Compartiment;

(b) Deuxièmement, en paiement proratisé de tous montants dus aux détenteurs de ces valeurs mobilières.

Aucune valeur mobilière ne sera émise dans un Compartiment à des conditions autorisant les détenteurs de la valeur mobilière de participer à l'actif de la Société autre que l'actif relevant du Compartiment concerné. Si le produit de la réalisation de l'actif d'un Compartiment est insuffisant pour payer tous les montants dus sur cet instrument conformément aux conditions d'émission et aux présents Statuts, les détenteurs n'auront aucun recours à l'encontre de la Société en raison de l'insuffisance ni à l'encontre d'aucun autre Compartiment ou de tout autre élément d'actif de la société.

Les Compartiments correspondent chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société.

Les droits des détenteurs d'instruments relatifs à un Compartiment et les droits des créanciers sont limités aux actifs de ce Compartiment, lorsqu'ils sont relatifs à un Compartiment ou nés à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un Compartiment. L'actif d'un Compartiment répond exclusivement des droits des détenteurs d'instruments relatifs à ce Compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce Compartiment. Dans les relations entre les détenteurs de valeurs mobilières, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Les honoraires, dépenses et autres dettes encourus au nom de la Société dans sa globalité, sont des dettes générales de la Société sans que l'Actif des Compartiments n'en réponde, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Le Conseil vérifiera, dans la mesure du possible, que ces créanciers renoncent à recourir à l'actif des compartiments.

Le Conseil doit établir et maintenir des comptes séparés pour chaque Compartiment de la Société dans le but de déterminer les droits des détenteurs de valeurs mobilières de chaque Compartiment dans le cadre des Statuts et des conditions des valeurs mobilières, de tels comptes étant une preuve décisive de tels droits en absence d'erreur manifeste.

Lorsqu'il est question d'actifs de la Société que le Conseil, ou tout autre personne agissant pour le Conseil, ne considère pas comme se rattachant à un Compartiment particulier, le Conseil pourra déterminer discrétionnairement les critères selon lesquels ces actifs seront alloués ou répartis parmi les Compartiments, et le Conseil aura le droit de changer à tout moment ces critères.

Sauf clause contraire dans les conditions applicables au Compartiment, le Conseil (ou son délégué) est chargé de la liquidation séparée des Compartiments, à moins qu'une telle liquidation n'intervienne dans le cadre d'une liquidation générale de la société.

L'actif et le passif de la Société et de chaque Compartiment devront être évalués conformément aux principes comptables luxembourgeois, à la loi luxembourgeoise et aux méthodes d'évaluation adaptées aux risques et / ou actifs détenus dans le Compartiment concerné, telles que décrites dans les conditions y relatives.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'actuel article 17 des statuts et décide de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 17.** La Société peut être dissoute et mise en liquidation à tout moment, par décision de l'Assemblée Générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts. La Société ne pourra toutefois être dissoute et liquidée avant que tous les Compartiments de la Société ou que tous Instruments émis dans lesdits Compartiments n'aient été dissout et liquidés.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. Sans préjudice aucun aux dispositions relatives aux Compartiments, et sous réserve de l'autorisation des actionnaires accordée lors d'une assemblée des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts de la Société, chaque Compartiment de la Société pourra être mis en liquidation et ses actions pourront être rachetées par une décision du Conseil d'Administration de la Société.»

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de procéder à la renumérotation des articles suite à l'insertion d'un nouvel article 15.

Ainsi, les anciens articles 15 à 21 des statuts deviennent les articles 16 à 22.

Sixième résolution

L'Assemblée confirme que des compartiments ont été créés dans la présente société et cela dès le jour de la constitution de la société. L'Assemblée décide, pour autant que de besoin, de ratifier cette situation et l'ouverture de ces compartiments dès le jour de la constitution de la société.

L'Assemblée donne mandat au conseil d'administration de la société pour procéder à toutes les démarches nécessaires et utiles pour les besoins de cette ratification.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à EUR 1.250.-.

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: V. WESQUY, G. PESSANO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 mai 2013. Relation: RED/2013/741. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 17 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013063866/208.

(130078830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Group AP Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 164.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013063869/9.

(130079099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Gigalux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 76.461.

Le Contrat de Domiciliation conclu en date du 7 juin 2000 entre la Société Anonyme GIGALUX S.A., avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Européenne de Banque, Société Anonyme, avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg n°B 13.859, a été dénoncé avec effet immédiat en date du 13 mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013063874/14.

(130079183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Investissements Italiens II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 135.267.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16.05.2013.

Pour: INVESTISSEMENTS ITALIENS II S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013063922/15.

(130078560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Go S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 161.228.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale tenue en date du 8 mai 2013

Commissaire aux comptes

L'Actionnaire unique décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes de la société MGI FISOGEST Sàrl, société à responsabilité limitée, ayant son siège au 55-57, Avenue Pasteur L-2311 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B.20.114.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale annuelle de 2014 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2013063878/14.

(130079176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Groupe Olidef S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4946 Bascharage, 51, rue Pierre Schütz.
R.C.S. Luxembourg B 132.914.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013063880/10.

(130079011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.

Diamond Ten S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.274.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of the month of April.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

UK Logistics Topco I S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 166.408,

represented by Maître Thierry Kauffman, avocat à la Cour, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 26 April 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Diamond Ten S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Diamond Ten S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pound Sterling (GBP 15,000.-) represented by seven hundred and fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pound Sterling (GBP 20.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-a-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers has, the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing

at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (GBP)
UK Logistics Topco I S.à r.l.	750	GBP 15,000.-
Total	750	GBP 15,000.-

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately [-] Euro (€ 1,200.-).

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 6 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 164.777,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am sechsundzwanzigsten Tag des Monats April.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

UK Logistics Topco I S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000,-) beträgt, und eingetragen ist im luxemburgischem Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de commerce et des sociétés) unter der Nummer B 166.408.

hier vertreten durch Maître Thierry Kauffman, avocat à la Cour, mit Wohnsitz in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 26 April 2013, welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Diamond Ten S.à r.l." (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Diamond Ten S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000,-), eingeteilt in siebenhundertundfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20,-).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrere Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers im Falle eines alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden.

Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; (iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Brief übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (GBP)
UK Logistics Topco I S.à r.l.	750	GBP 15.000,-
Total	750	GBP 15.000,-

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden ungefähr EUR 1.200,- betragen.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 6 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 164.777.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. KAUFFMAN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2013. Relation: LAC/2013/20367. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

Für gleichlautende Ausfertigung zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 16. Mai 2013.

Référence de publication: 2013064553/421.

(130079860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Décoman 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.174.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013064546/10.

(130079566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

D.R.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 83.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2013064542/10.

(130079722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Débardage et Exploitation Forestiers, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6155 Stuppicht, Maison 2.

R.C.S. Luxembourg B 37.424.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013064561/10.

(130079320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

DB Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.380.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DB Equity S.à r.l.

Unterschriften

Référence de publication: 2013064558/11.

(130079963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

DB Valoren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.379.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DB Valoren S.à r.l.

Unterschriften

Référence de publication: 2013064559/11.

(130079964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.174.

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of May.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Delphi Investor S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 174125,

duly represented by Mr. Carsten Opitz, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 10 May 2013.

The proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 174174, incorporated on 12 December 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations no. 126 on 18 January 2013. The articles of association have been amended on 17 April 2013 pursuant to a deed of deed of Maître Henri Hellinckx., not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

The Sole Shareholder then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Increase of the Company's share capital by an amount of one hundred forty-six thousand six hundred thirty Euro and eighty-six cents (EUR 146,630.86) through the issuance of fourteen million six hundred and sixty-three thousand eighty-six (14,663,086) shares of the Company with a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each, so as to bring it up to a new amount of one hundred ninety-eight thousand three hundred fifty-five Euro (EUR 198,355); and
2. Restatement of article 5.1. of the Company's articles of association to reflect the above.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolution:

First Resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred forty-six thousand six hundred thirty Euro and eighty-six cents (EUR 146,630.86), through the issuance of fourteen million six hundred and sixty-three thousand eighty-six (14,663,086) shares, all having a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each (the "Shares") so as to bring it up to an amount of one hundred ninety-eight thousand three hundred fifty-five Euro (EUR 198,355);

All of the fourteen million six hundred and sixty-three thousand eighty-six (14,663,086) new Shares have been subscribed by the Sole Shareholder at a total price of eighty-five million forty-five thousand nine hundred Euro (EUR 85,045,900) and have been fully paid up in cash, out of which an amount of one hundred forty-six thousand six hundred thirty Euro and eighty-six cents (EUR 146,630.86) shall be allocated to the share capital of the Company and an amount of eighty-four million eight hundred ninety-nine thousand two hundred sixty-nine Euro and fourteen cents (EUR 84,899,269.14) shall be allocated to the share premium account of the Company as a non-distributable reserve which may only be distributed and reallocated subject to the restrictions and in compliance with the provisions of the shareholders' agreement dated 30 January 2013 with regard to the Company.

The appearing party declared that the newly issued Shares have been entirely paid up in cash, together with share premium, and that the Company has at its disposal the total amount of eighty-five million forty-five thousand nine hundred Euro (EUR 85,045,900) proof of which is given to the undersigned notary.

Second Resolution

As a consequence of the above resolution, article 5.1 of the Articles of Association of the Company is amended and shall read as follows:

" **Art. 5.1.** The Company's share capital is set at one hundred ninety-eight thousand three hundred fifty-five Euro (EUR 198,355) consisting of nineteen million eight hundred and thirty-five thousand five hundred (19,835,500) shares having a par value of one cent of a Euro (EUR 0.01) each."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the German and the English text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am zehnten Tag des Monats Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

Delphi Investor S.à r.l., eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 174125,

ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Carsten OPITZ, wohnhaft in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 10. Mai 2013 erteilten Vollmacht.

Nach Unterzeichnung der Vollmacht ne varietur durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar soll diese dieser Urkunde beigelegt bleiben, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin (die „Alleingeschafterin“) der Delphi Luxembourg Holdings S.à r.l., eine gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende société à responsabilité limitée mit eingetragenem Sitz in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 174174, gegründet am 12. Dezember 2012 entsprechend einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations am 18. Januar 2013 unter der Nummer 126 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde am 17. April 2013 entsprechend einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, welche noch nicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde, geändert.

Die Alleingeschafterin erwog sodann die folgende Tagesordnung (die „Tagesordnung“):

Tagesordnung

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von einhundertsechszwanzigttausendsechshundertdreißig Euro und sechsundachtzig Cent (EUR 146.630,86) durch Ausgabe von vierzehn Millionen sechshundertdreißigtausendsechszwanzigt (14.663.086) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01), um dieses auf einen neuen Betrag von einhundertachtundneunzigtausenddreihundertfünfundfünfzig Euro (EUR 198.355) zu bringen; und

2. Anschließende Neuformulierung des Artikels 5.1 der Satzung der Gesellschaft.

Nach Erwägung der verschiedenen Tagesordnungspunkte ersuchte die Alleingeschafterin, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, den Notar Folgendes zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Alleingeschafterin beschließt das Stammkapital der Gesellschaft um einen Gesamtbetrag von einhundertsechszwanzigttausendsechshundertdreißig Euro und sechsundachtzig Cent (EUR 146.630,86) zu erhöhen, durch Ausgabe von vierzehn Millionen sechshundertdreißigtausendsechszwanzigt (14.663.086) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Cent (EUR 0,01) (die „Anteile“), um dieses auf einen neuen Betrag von einhundertachtundneunzigtausenddreihundertfünfundfünfzig Euro (EUR 198.355) zu bringen.

Sämtliche vierzehn Millionen sechshundertdreißigtausendsechszwanzigt (14.663.086) neu ausgegebene Anteile werden durch die Alleingeschafterin zu einem Gesamtpreis von fünfundachtzig Millionen fünfundvierzigtausendneuhundert Euro (EUR 85.045.900) gezeichnet der vollständig in Bar eingezahlt wurde, und von dem ein Betrag in Höhe von einhundertsechszwanzigttausendsechshundertdreißig Euro und sechsundachtzig Cent (EUR 146.630,86) dem Stammkapital, und ein Betrag in Höhe von vierundachtzig Millionen achthundertneunundneunzigtausendzweihundertneunundsechzig Euro und vierzehn Cents (EUR 84.899.269,14) dem Agio als nicht-ausschüttbare Reserve zugeordnet werden soll, wobei letztere nur in den Grenzen und in Einklang mit den Bestimmungen des Gesellschaftervertrags der Gesellschaft vom 30. Januar 2013 ausgeschüttet und neu zugeordnet werden darf.

Die erschienene Partei erklärte, dass die neu ausgegebenen Anteile und die Einbringung ins Agio vollständig in Bar eingezahlt wurden, so dass der Gesamtbetrag in Höhe von fünfundachtzig Millionen fünfundvierzigtausendneuhundert Euro (EUR 85.045.900) der Gesellschaft zur Verfügung steht, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Zweiter Beschluss

In Folge der obigen Beschlüsse beschließt die Alleingeschafterin Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

" **5.1.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt einhundertachtundneunzigtausenddreihundertfünfundfünfzig Euro (EUR 198.355) bestehend aus neunzehn Millionen achthundertfünfunddreissigtausendfünfhundert (19.835.500) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1)."

Kosten

Die der Gesellschaft aufgrund dieses Aktes entstandenen und von ihr zu tragenden Auslagen, Gebühren, Honorare oder Kosten jeglicher Art werden auf ca. siebentausend euro geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Nach Verlesung der Urkunde an die erschienene Partei, dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt, hat der Bevollmächtigte diese Originalurkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. OPITZ, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 14. Mai 2013. Relation: EAC/2013/6165. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013064552/133.

(130080038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Décoman 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.175.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publications au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013064548/10.

(130079565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Jardin du Soleil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8544 Nagem, 4, Aale Wée.

R.C.S. Luxembourg B 145.674.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société «Jardin du Soleil» tenue en date du 16 avril 2013 à Nagem

Les associés acceptent le changement de l'adresse de Monsieur Joao Barbosa Martins, né le 12 décembre 1968 à Cela, Portugal:

- Nouvelle adresse de l'associé

BARBOSA MARTINS Joao, L-8560 ROODT, Cité Fritz Rasqué 18

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Les associés

Référence de publication: 2013066248/16.

(130081128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Jeanmicha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 97.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066249/10.

(130082054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Jeanmicha S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 97.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066250/10.

(130082082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Jucari S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7A, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 38.296.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013066251/10.

(130081437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Immobilière Sirius, Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 66.676.

L'Assemblée Générale du 25 avril 2013 prend la décision suivante:

Nomination du Réviseur d'Entreprises

L'Assemblée générale des actionnaires désigne Ernst & Young SA, 7 Parc d'Activité Syrdall - L-5365 Munsbach comme Réviseur d'Entreprises de la société. Ce mandat prendra fin lors de l'assemblée générale à tenir en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Pour Le Conseil d'Administration

Signature

Le Secrétaire

Référence de publication: 2013066232/16.

(130081248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

ING Lux Insurance International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 135.305.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.
 ING Life Luxembourg S.A.
 Pieter Coopmans
 Chief Executive Officer

Référence de publication: 2013066236/13.

(130081980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Ingenium, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 98.032.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013066238/11.

(130081959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Keystone Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 141.487.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 17. April 2013 abgehalten am Gesellschaftssitz

Zum Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2013 wird bestellt Compagnie Européenne de Révision, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, RCSL B 37039.

Luxembourg, den 17. April 2013.

Keystone Asset Management S.A.

Référence de publication: 2013066259/12.

(130082074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Kiama S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 177.343.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of May,

Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held an extraordinary general meeting of shareholders of "KIAMA S.A.", a limited company by shares (société anonyme) existing under the laws of the Oriental Republic of Uruguay, incorporated pursuant to the Memorandum and Articles of Association filed and registered with the Uruguayan Dirección General de Registros with number 6092 on 2 September 2003 (hereafter the "Company").

The meeting was opened at 3 p.m. with Mrs Astrid Wagner, lawyer, residing professionally at Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Marie Kaiser, private employee, residing professionally at Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs Carolyn Prestat, lawyer, residing professionally at Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) Confirmation and ratification of the resolution adopted by the Company in Uruguay by an extraordinary general meeting of the shareholders held on 28 December 2012 in Montevideo, Uruguay regarding the transfer of the registered office and the seat of central administration of the Company from the Oriental Republic of Uruguay to the Grand Duchy of Luxembourg and the consecutive adoption of the Luxembourg nationality, to be effective on the date of signature of the present notarial deed, according to Luxembourg law and to the rules governing the status of legal personality;

2) Adoption of the form of a société à responsabilité limitée governed by Luxembourg law and of the Company's name "Kiama S.à r.l.";

3) Conversion of the currency of the Company's share capital from eight hundred thousand Uruguayan Pesos (UYU 800,000) to forty-two thousand one hundred five United States Dollars (USD 42,105) at the average interbank exchange rate for United States Dollar bill on 6 May 2013, equal to nineteen (19), as published by the Central Bank of Uruguay, allocation of the surplus of twenty-six cents of United States Dollars (USD 0.26) to the share premium of the Company and decrease of the number of shares in the share capital of the Company in order to be composed by shares of a nominal amount of one United States Dollar (USD 1) each;

4) Creation of mandatory redeemable preference shares ("MRPS");

5) Increase of the share capital of the Company by ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven United States Dollars (USD 10,271,467), from its current amount of forty-two thousand one hundred five United States Dollars (USD 42,105) represented by forty-two thousand one hundred five (42,105) ordinary shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, up to ten million three hundred and thirteen thousand five hundred and seventy-two United States Dollars (USD 10,313,572), through the issue of ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven (10,271,467) new MRPS, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each through the conversion into capital of the Company's reserves and retained earnings as at 8 May 2013, which amount to an aggregate of one hundred and ninety-five million one hundred and fifty-seven thousand eight hundred and seventy-seven Uruguayan Pesos (UYU 195,157,877), at the average interbank exchange rate for United States Dollar bill on 6 May 2013, equal to nineteen (19), as published by the Central Bank of Uruguay and allocation of the surplus of twenty-one cents of United States Dollars (USD 0.21) to the share premium of the Company;

6) Full restatement of the articles of association of the Company in order to conform them to Luxembourg law and to set the terms of and rights attached to the MRPS;

7) Confirmation of the number of members of the board of managers of the Company at three (3) and appointment of the managers of the Company;

8) Establishment of the registered office and principal establishment of the Company in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

9) Confirmation of the term of the first financial year under Luxembourg law; and

10) Approval of an interim balance sheet of the Company as Luxembourg opening balance sheet of the Company.

II.- That the shareholders, the proxyholder(s) of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder(s) of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled "ne varietur" by the persons appearing.

III.- That the entire share capital represented by eight hundred thousand (800,000) ordinary shares is present at the meeting.

IV.- That the shareholders present or represented declare that they had notice and got knowledge of the agenda prior to the meeting and they had been duly convened to the meeting on 20 April 2013.

V.- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

VI.- That an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company held on 28 December 2012 in Montevideo, Uruguay, resolved to transfer the registered office and the central administration of the Company, without winding up of the Company, from Uruguay to Luxembourg, to delegate to Mr. Tomás Guerrero Costa, Mr. Eduardo Ferrari, Ms. Karina Souza, Ms. Camila Melgar, Mr. Alejandro Borrelli, Mr. Mauricio Nieto, Mr. Gustavo Ocampo, Mr. Andrés Carvallo, Mr. Pablo Camacho, Mr. Rodrigo Clavares, Mr. Christian Pensado, Ms. Carina Simonetti, Ms. Susana Gabarda, Ms. Mercedes Halty, Ms. María Noel Larrandaburu, Ms. Sabrina Acevedo and Ms. Sylvia Alles, each acting individually, all the powers to perform all the formalities and to effect all the registrations and publications as well in Uruguay and as in Luxembourg, for the purpose of the transfer of the registered office and seat of central administration of the Company and consequently, that the Company will become a Luxembourg domiciled company falling under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

A copy of the said minutes of the general meeting will remain attached to the present deed to be registered therewith.

A legal opinion issued by Dr. Eduardo Ferrari, an Uruguayan lawyer, on 27 December 2012, as well as a clarification issued on 9 April 2013, confirming that it is possible under Uruguayan law to transfer a company to Luxembourg, will remain attached to the present deed to be filed therewith.

Then the general meeting of the Company requested the notary to record the following resolutions:

First Resolution:

The general meeting of the Company resolves to confirm and ratify its resolution adopted on 28 December 2012 in Montevideo, Uruguay, in order to transfer the registered office and the seat of central administration of the Company from Uruguay to the Grand Duchy of Luxembourg, and the consecutive adoption of the Luxembourg nationality, to be effective on the date of signature of the present deed, according to Luxembourg law and to the rules governing the status of legal personality.

Second Resolution:

Further to the above resolution, the general meeting of the Company resolves that the Company shall adopt the legal form of a société à responsabilité limitée and the name of "Kiama S.à r.l."

The Company will henceforth be a Luxembourg limited liability company (société à responsabilité limitée) subject to Luxembourg law in accordance with article 159 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Third Resolution:

The general meeting of the Company resolves to change the currency of the share capital of the Company from Uruguayan Peso (UYU) into United States Dollars (USD) by application of the average interbank exchange rate of the United States Dollar bill on 6 May 2013, equal to nineteen (19), as published by the Central Bank of Uruguay, and to decrease the number of shares in the share capital of the Company in order to be composed by shares of a nominal amount of one United States Dollar (USD 1) each. Subsequently the share capital of the Company of eight hundred thousand Uruguayan Peso (UYU 800,000), represented by eight hundred thousand (800,000) shares, having a nominal value of one Uruguayan Peso (UYU 1) each, is converted into a share capital of forty-two thousand one hundred five United States Dollars (USD 42,105) represented by forty-two thousand one hundred five (42,105) ordinary shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each. The general meeting resolves to allocate the surplus of twenty-six cents of United States Dollars (USD 0.26) to the share premium of the Company.

Further to such conversion of the currency of the share capital of the Company, the shares of the latter remain entirely held by the current sole shareholder Stone Fountain Investments Inc.

The value of the share capital of the Company has been confirmed to the undersigned notary by a valuation report signed by the board of directors of the Company on 8 May 2013, based on an interim balance sheet dated 8 May 2013 (the "Interim Accounts").

This valuation report and the Interim Accounts shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Fourth Resolution:

The general meeting of the Company resolves to create mandatory redeemable preference shares ("MRPS") in the share capital of the Company.

Fifth Resolution:

The general meeting of the Company resolves to increase the share capital by ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven United States Dollars (USD 10,271,467), from its current amount of forty-two thousand one hundred five United States Dollars (USD 42,105) represented by forty-two thousand one hundred five (42,105) ordinary shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, up to ten million three hundred and thirteen thousand five hundred and seventy-two United States Dollars (USD 10,313,572), through the issue of ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven (10,271,467) new MRPS, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

Said MRPS are entirely subscribed by its sole shareholder Stone Fountain Investments Inc., a company existing under the laws of British Virgin Islands, having its registered office at Marcy Building, 2nd Floor, Purcell Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, registered with the Registrar of Companies of the British Virgin Islands under number 507102.

Said new MRPS have been fully paid up by Stone Fountain Investments Inc., aforementioned, through the conversion into capital of all of the reserves and retained earnings of the Company as at 8 May 2013 in a total amount of ten million two hundred seventy-one thousand four hundred sixty-seven United States Dollars and twenty-one cents of United States Dollars (USD 10,271,467.21), equivalent to one hundred and ninety-five million one hundred and fifty-seven thousand eight hundred and seventy-seven Uruguayan Pesos (UYU 195,157,877), at the average interbank exchange rate for United States Dollar bill on 6 May 2013, of nineteen (19), as published by the Central Bank of Uruguay, out of which ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven United States Dollars (USD 10,271,467) shall be allocated to the share capital of the Company and twenty-one cents of United States Dollars (USD 0.21) shall be allocated to the share premium of the Company. The amount of reserves and retained earnings are reflected in the Interim Accounts.

Sixth Resolution:

Further to the above resolutions, the general meeting of the Company resolves to fully restate the articles of association of the Company in order to conform them to Luxembourg law and to set the terms of and rights attached to the MRPS, so that they shall henceforth read as follows:

"A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Kiama S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 An additional purpose of the Company is the financing, leasing and remarketing of Aircraft registered either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, and to undertake or procure to undertake any such other actions, matters or things as may be necessary to achieve, or which are incidental or conducive to, any of the above purposes. In order to accomplish this purpose, the Company may acquire, lease and sell the Aircraft to the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company (the "Group") and finance such acquisition through loans or other financial arrangements, in whatever form, and issue guarantees and grant any form of security interest or other liens over its assets, including mortgages and pledges, to secure the financing obligations entered into by the Company with respect to the acquisition, financing or leasing of the Aircraft within the Group.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at ten million three hundred thirteen thousand five hundred seventy-two United States Dollars (USD 10,313,572.-), represented by forty-two thousand one hundred five (42,105) ordinary shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each (the "Ordinary Shares") and ten million two hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty-seven (10,271,467) mandatory redeemable preference shares with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each (the "MRPS", and together with the Ordinary Shares, the "Shares").

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own Shares.

5.4 All MRPS issued by the Company are redeemable shares in accordance with the provision of article 49-8 of the Law. MRPS have the same voting rights as the Ordinary Shares.

On the tenth (10th) anniversary of the date of issuance of the MRPS, the Company shall redeem all the outstanding MRPS (if any) at a price equal to the Redemption Price (as defined below).

The redemption of the MRPS can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law (distributable reserves, inclusive of the share premium) or the proceeds of a new issue made with the purpose of such redemption. Redeemed MRPS bear no voting rights, and have no rights to receive dividends or the liquidation proceeds.

An amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the accounting par value, of all the MRPS redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction

of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves. This reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption.

Except as provided otherwise in these Articles or by a written agreement which may be entered into among the shareholders, the redemption price of the MRPS (the "Redemption Price") shall be equal to the nominal value represented by the redeemed MRPS plus any accrued Dividend 1 and Dividend 2 (as defined in article 22 of these Articles) that has not been paid.

In the absence of any bad faith, gross negligence or overt error, any calculation of the Redemption Price by the board of managers shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future shareholders.

Except as otherwise provided in a written agreement which may be entered into among the shareholders of the Company, at least fifteen (15) days prior to the redemption date, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the MRPS to be redeemed, at his or her address last shown in the register of shares of the Company, notifying such holder of the number of MRPS so to be redeemed, specifying the redemption date, the Redemption Price, the procedures necessary to submit the MRPS to the Company for redemption and the valuation of the Redemption Price, as provided for in this article. Each holder of MRPS to be redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such MRPS to the Company. The redemption price of such MRPS shall be payable to the order of the person whose name appears on the register of shares as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of Shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per Share. In case a Share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until such representative has been appointed.

7.3 The Shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the Shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of Shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the Shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the Shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and Vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and Powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, Removal and Term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agreee (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and Allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Each MRPS entitles the holder to a preferential and cumulative dividend at the annual rate of one per cent (1 %) of the nominal value of the MRPS, which shall accrue daily and be calculated assuming a 365 day year (the "Dividend 1").

Thereafter, MRPS entitle the holder to a second preferential and cumulative dividend equal to ninety eight and one half per cent (98,5%) of the net accounting profit derived by the Company in connection with the operation and/or disposal of aircrafts held or to be acquired by the Company from time to time (determined on a prorata basis by comparison with the whole financing of such assets), before tax and before computation of Dividend 2, but after deduction of Dividend 1 ("Dividend 2").

The general meeting of shareholders will have discretionary power to dispose of the surplus remaining after the payment of the Dividend 1 and Dividend 2, except that MRPS do not entitle the holders to any other dividend than Dividend 1 and Dividend 2. The general meeting of shareholders may in particular allocate such profit to the payment of a dividend on the Ordinary Shares or transfer such profit to the reserves or carry it forward.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 After payment of the liabilities, the Redemption Price shall be distributed among the MRPS holders proportionally to the MRPS held by them. Any surplus shall be distributed among the holders of Ordinary Shares proportionally to the Ordinary Shares held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25 Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law."

Seventh Resolution:

The general meeting of the Company resolves to fix the number of managers of the Company at three (3) and to appoint the following persons as members of the board of managers of the Company for a term to expire at the end of the annual general meeting called to approve the annual accounts for the financial year ending on 31 December 2013:

- a. Mr. Jorge Kininsberg, born on 2 December 1950, in Buenos Aires, Argentina, professionally residing at 10 A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;
- b. Mr. Israel Borba, born on 16 November 1961, in Sao Paulo, Brazil, professionally residing at Saffrey Square Building, Suite 103-B, Bay Street & Bank Lane, CB-10988 Nassau, The Bahamas;
- c. Mr. Jose Luis Pineiro Bouzas, born on 17 October 1964, in Sao Paulo, Brazil, professionally residing at calle 50, torre Global Bank, piso 24, Panama City, Panama.

Eighth Resolution:

The general meeting of the Company resolves to establish the registered office and principal establishment of the Company at 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Ninth Resolution:

The general meeting of the Company resolves that the first financial year under Luxembourg law shall terminate on 31 December 2013.

Tenth Resolution:

The general meeting of the Company resolves to approve the Interim Accounts as Luxembourg opening balance sheet of the Company. The opening balance sheet of the Company will remain attached to the present deed.

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing persons known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huit mai,

Par devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est déroulée une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «KIAMA S.A.», une société anonyme existant sous les lois de la République Orientale de l'Uruguay, constituée suite à l'inscription et l'enregistrement du Memorandum et des statuts auprès de la Dirección General de Registros de l'Uruguay sous le numéro 6092 le 2 septembre 2003 (ci-après la «Société»).

L'assemblée a été ouverte à 15 heures sous la présidence de Madame Astrid Wagner, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg,

laquelle a désigné comme secrétaire Madame Marie Kaiser, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a désigné comme scrutatrice Madame Carolyn Prestat, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et prié le notaire d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1) Confirmation et ratification de la résolution adoptée par la Société en Uruguay, par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 28 décembre 2012 à Montevideo, Uruguay, concernant le transfert du siège social et du siège de l'administration centrale de la Société depuis la République Orientale de l'Uruguay vers le Grand-Duché de Luxembourg et l'adoption consécutive de la nationalité luxembourgeoise, effective à la date de la signature du présent acte notarié, conformément au droit luxembourgeois et aux règles régissant le statut de la personnalité juridique;

2) Adoption de la forme d'une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois et de la dénomination sociale de la Société «Kiama S.à r.l.»;

3) Conversion de la devise du capital social de la Société de huit cent mille pesos uruguayens (UYU 800.000) en quarante-deux mille cent cinq dollars américains (USD 42.105) au taux de change interbancaire moyen du billet de dollar du 6 mai 2013, égal à dix-neuf (19), tel que publié par la Banque centrale de l'Uruguay, allocation du surplus de vingt-six cent de dollars américains (USD 0,26) à la prime d'émission de la Société et diminution du nombre de parts sociales dans le capital social de la Société de telle façon à ce qu'il soit composé de parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune;

4) Création de parts sociales préférentielles à rachat obligatoire («MRPS»);

5) Augmentation du capital social de la Société de dix million deux cent soixante et onze mille quatre cent soixante-sept dollars américains (USD 10.271.467), de son montant actuel de quarante-deux mille cent cinq dollars américains (USD 42.105) représenté par quarante-deux mille cent cinq (42.105) parts ordinaires, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, à dix million trois cent treize mille cinq cent soixante-douze dollars américains (USD 10.313.572) par l'émission de dix million deux cent soixante et onze mille quatre cent soixante-sept (10.271.467) nouvelles MRPS, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, par la conversion en capital des réserves de la Société et des résultats non distribués au 8 mai 2013, qui s'élèvent à un montant total de cent quatre-vingt-quinze millions cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix-sept pesos uruguayens (UYU 195.157.877), au taux de change interbancaire moyen du billet de dollar du 6 mai 2013, égal à dix-neuf (19), tel que publié par la Banque centrale de l'Uruguay et allocation du surplus de vingt-et-un cent de dollars américains (USD 0,21) à la prime d'émission de la Société;

6) Refonte totale des statuts de la Société afin de les adapter au droit luxembourgeois et de déterminer les conditions et les droits attachés aux MRPS;

7) Confirmation du nombre de membres du conseil de gérance de la Société à trois (3) et nomination des gérants de la Société;

8) Etablissement du siège social et de l'établissement principal de la Société à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

9) Confirmation de la durée de la première année sociale sous droit luxembourgeois; et

10) Approbation d'un bilan intérimaire de la Société en tant que bilan d'ouverture de la Société au Luxembourg.

II.- Que les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre de leurs actions sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par le(s) mandataire(s) des actionnaires représentés ainsi que les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés resteront également annexées au présent acte après avoir été paraphées «ne varietur» par les personnes comparantes.

III.- Que l'entièreté du capital social représenté par huit cent mille (800.000) actions ordinaires est présente à l'assemblée.

IV.- Que les actionnaires présents ou représentés déclarent qu'ils ont été informés et qu'ils ont pris connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée et qu'ils ont été dûment convoqués à l'assemblée le 20 avril 2013.

V.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

VI.- Qu'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue le 28 décembre 2012 à Montevideo, Uruguay, a décidé de transférer le siège social et le siège de l'administration centrale de la Société, sans liquidation de la Société, depuis l'Uruguay vers le Luxembourg, de déléguer à M. Tomás Guerrero Costa, M. Eduardo Ferrari, Mme Karina Souza, Mme Camila Melgar, M. Alejandro Borrelli, M. Mauricio Nieto, M. Gustavo Ocampo, M. Andrés Carvallo, M. Pablo Camacho, M. Rodrigo Clavares, M. Christian Pensado, Mme Carina Simonetti, Mme Susana Gabarda, Mme Mercedes Halty, Mme María Noel Larrandaburu, Mme Sabrina Acevedo et Mme Sylvia Alles, chacun agissant individuellement, tous les pouvoirs pour réaliser toutes les formalités et effectuer tous les enregistrements et toutes les publications tant en Uruguay qu'au Luxembourg aux fins du transfert du siège social et du siège de l'administration centrale de la Société et en conséquence, que la Société deviendra une société domiciliée au Luxembourg, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

Une copie dudit procès-verbal de l'assemblée générale restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Un avis juridique émis par Dr. Eduardo Ferrari, avocat en Uruguay, le 27 décembre 2012, de même qu'une précision émise le 9 avril 2013, confirmant qu'il est possible en vertu des lois de l'Uruguay de transférer une société au Luxembourg, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec lui.

Puis, l'assemblée générale de la Société a demandé au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée générale décide de confirmer et de ratifier sa résolution adoptée le 28 décembre 2012 à Montevideo, Uruguay, afin de transférer le siège social et le siège de l'administration centrale de la Société depuis l'Uruguay vers le Grand-Duché de Luxembourg, et l'adoption subséquente de la nationalité luxembourgeoise, qui sera effective à la date de la signature du présent acte, conformément au droit luxembourgeois et aux dispositions régissant le statut de la personnalité juridique.

Deuxième Résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'assemblée générale de la Société décide que la Société adoptera la forme juridique d'une société à responsabilité limitée et la dénomination sociale de «Kiama S.à r.l.».

La Société sera dès lors une société à responsabilité limitée soumise au droit luxembourgeois en conformité avec l'article 159 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Troisième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide de convertir la devise du capital social de la Société du Peso Uruguayen (UYU) en dollar américain (USD) par application du taux de change interbancaire moyen du billet de dollar du 6 mai 2013, égal à dix-neuf (19), publié par la Banque Centrale de l'Uruguay, et de diminuer le nombre de parts sociales dans le capital social de la Société de telle façon à ce qu'il soit composé de parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune. Par conséquent, le capital social de la Société de huit cent mille Pesos Uruguayens (UYU 800.000), représenté par huit cent mille (800.000) parts, ayant une valeur nominale d'un Peso Uruguayen (UYU 1) chacune, est converti en un capital social de quarante-deux mille cent cinq dollars américains (USD 42.105) représenté par quarante-deux mille cent cinq (42.105) parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune. L'assemblée générale de la Société décide d'allouer le surplus de vingt-six cent de dollars américains (USD 0,26) à la prime d'émission de la Société.

A la suite de cette conversion de la devise du capital social de la Société, les parts sociales de cette dernière demeurent entièrement détenues par l'associé unique actuel Stone Fountain Investments Inc.

La valeur du capital social de la Société a été confirmée au notaire soussigné par un rapport d'évaluation signé par le conseil d'administration de la Société le 8 mai 2013, basé sur un bilan intérimaire daté du 8 mai 2013 (les «Comptes Intérimaires»).

Ce rapport d'évaluation et les Comptes Intérimaires resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Quatrième Résolution L'assemblée générale de la Société décide de créer des parts sociales préférentielles à rachat obligatoire («MRPS») dans le capital social de la Société.

Cinquième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide d'augmenter le capital social de dix millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante-sept dollars américains (USD 10.271.467), de son montant actuel de quarante-deux mille cent cinq dollars américains (USD 42.105) représenté par quarante-deux mille cent cinq (42.105) parts ordinaires, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, à dix millions trois cent treize mille cinq cent soixante-douze dollars américains (USD 10.313.572), par l'émission de dix millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante-sept (10.271.467) nouvelles MRPS, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

Lesdites MRPS sont entièrement souscrites par l'associé unique Stone Fountain Investments Inc., une société existant sous le droit des Îles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Marcing Building, 2e étage, Purcell Estate, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques et immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Îles Vierges Britanniques sous le numéro 507102.

Lesdites MRPS ont été entièrement libérées par Stone Fountain Investments Inc., précitée, par la conversion en capital de l'ensemble des réserves et des résultats non distribués de la Société au 8 mai 2013 pour un montant total de dix millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante-sept dollars américains et vingt-et-un cent de dollars américains (USD 10.271.467.21) équivalant à cent quatre-vingt-quinze millions cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix-sept pesos uruguayens (UYU 195.157.877), au taux de change interbancaire moyen du billet de dollar du 6 mai 2013, de dix-neuf (19), publié par la Banque Centrale de l'Uruguay, dont dix millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante-sept dollars américains (USD 10.271.467) sont alloués au capital social de la Société et vingt-et-un cent de dollars américains (USD 0,21) sont alloués à la prime d'émission de la Société. Les montants des réserves et des résultats non distribués sont reflétés dans les Comptes Intérimaires.

Sixième Résolution

À la suite des résolutions ci-dessus, l'assemblée générale de la Société décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société afin de la conformer au droit luxembourgeois et de déterminer les conditions et les droits attachés aux MRPS, de manière à ce qu'ils aient la teneur suivante:

«A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Kiama S.à r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a, en outre, pour objet le financement, la location et la remise sur le marché d'aéronefs immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, et d'entreprendre ou faire en sorte d'entreprendre toutes autres actions, affaires ou choses qui sont nécessaires pour accomplir, ou qui sont accessoires ou propices à la réalisation des objets énoncés ci-dessus. Afin d'accomplir cet objet, la Société peut acquérir, louer ou vendre des aéronefs aux sociétés dans lesquelles elle détient des participations directes ou indirectes ou des droits de tout type ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société (le «Groupe») et financer ladite acquisition par des prêts ou autres arrangements financiers, sous quelque forme que ce soit, et émettre des garanties et accorder toute forme de sûreté ou autres privilèges sur ses actifs, y compris des hypothèques et des nantissements, afin de garantir les obligations de financement contractées par la Société en rapport avec l'acquisition, le financement ou la location d'aéronefs au sein du Groupe.

2.5 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à dix millions trois cent treize mille cinq cent soixante-douze US dollars (USD 10.313.572), représenté par quarante-deux mille deux cent cinq (42.105) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un US dollar (USD 1) (les «Parts Sociales Ordinaires») et dix millions deux cent soixante-et-onze mille quatre cent soixante-sept (10.271.467) parts sociales préférentielles à rachat obligatoire ayant une valeur nominale d'un US dollar (USD 1) (les «MRPS», et avec les Parts Sociales Ordinaires, les «Parts Sociales»).

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres Parts Sociales.

5.4 Toutes les MRPS émises par la Société sont des parts sociales rachetables conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi. Les MRPS ont les mêmes droits de vote que les Parts Sociales Ordinaires.

Le jour du dixième (10^{ème}) anniversaire de la date d'émission des MRPS, la Société rachètera toutes les MRPS en émission (s'il y en a) à un prix égal au Prix de Rachat (tel que défini ci-dessous).

Le rachat des MRPS ne peut se faire que par l'utilisation de sommes disponibles pour distribution conformément à l'article 72-1 de la Loi (réserves distribuables, y compris la prime d'émission) ou le produit d'une nouvelle émission réalisée pour les besoins de ce rachat. Des MRPS rachetées n'ont pas de droit de vote et n'ont pas droit à recevoir des dividendes ou des boni de liquidation.

Un montant équivalent à la valeur nominale, ou, en l'absence de cette dernière, de la valeur comptable de toutes les MRPS rachetées doit être inclus dans une réserve qui ne peut pas être distribuée aux associés sauf en cas d'une réduction du capital souscrit; la réserve ne peut être utilisée que pour une augmentation du capital souscrit par capitalisation de réserves. Cette réserve n'est pas nécessaire en cas d'un rachat par utilisation du produit d'une nouvelle émission faite en vue de réaliser ce rachat.

Sauf disposition contraire dans ces Statuts ou tout autre accord écrit conclu entre les associés de la Société, le prix de rachat des MRPS (le «Prix de Rachat») sera égal à la valeur nominale représentée par les MRPS rachetées augmenté de tout Dividende 1 et Dividende 2 (tels que définis à l'article 22 de ces Statuts) accumulés qui n'ont pas été payés.

En l'absence de mauvaise foi, négligence grave ou faute évidente, tout calcul du Prix de Rachat par le conseil de gérance sera définitif et engagera la Société et ses associés actuels, anciens et futurs.

Sauf disposition contraire dans un accord écrit conclu entre les associés de la Société, notification écrite sera envoyée par lettre recommandée ou par une entreprise de transport de courrier express internationalement reconnue au moins quinze (15) jours avant la date de rachat à tout détenteur enregistré de MRPS à racheter, à son adresse indiquée dans le registre des associés de la Société, et dans cette notification sera indiqué le nombre de MRPS à racheter, la date de rachat, le Prix de Rachat, les procédures nécessaires pour soumettre les MRPS à la Société pour le rachat et l'évaluation du Prix de Rachat tel que prévu par cet article. Chaque détenteur de MRPS à racheter remettra le certificat ou les certificats, s'il y en a, émis en rapport avec ces MRPS à la Société. Le prix de rachat de ces MRPS devra être payé à la personne dont le nom apparaît dans le registre des associés comme propriétaire de ces parts sociales au compte bancaire indiqué par cet associé à la Société avant la date de rachat.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en Parts Sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les Parts Sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des Parts Sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par Part Sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette Part Sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de Parts Sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les Parts Sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les Parts Sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et Vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12 Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et Pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, Révocation des gérants et Durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; Procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii)

par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et Surveillance

Art. 20. Commissaire - Réviseur d'entreprises agréé.

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Chaque MRPS donne droit au détenteur à un dividende préférentiel et cumulatif au taux annuel d'un pourcent (1%) de la valeur nominale des MRPS qui s'accumule sur une base journalière et sera calculé en supposant que chaque année a 365 jours («Dividende 1»).

Ensuite, les MRPS donnent droit au détenteur à un deuxième dividende préférentiel et cumulatif égal à quatre-vingt-dix-huit virgule cinq pourcent (98,5%) du profit net comptable de la Société relatif à l'exploitation et/ou la vente d'aéronefs détenus ou à acquérir par la Société le cas échéant (déterminé au prorata par rapport au financement total de ces actifs), avant impôts et avant calcul du Dividende 2 mais après déduction du Dividende 1 («Dividende 2»).

L'assemblée générale des associés aura le pouvoir discrétionnaire de disposer du surplus restant après le paiement du Dividende 1 et du Dividende 2, mais les MRPS ne donnent pas droit aux détenteurs à recevoir d'autres dividendes que le Dividende 1 et le Dividende 2. L'assemblée générale des associés peut notamment allouer ce profit au paiement d'un dividende sur les Parts Sociales Ordinaires ou transférer ce profit aux réserves ou le reporter.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Après paiement des dettes, le Prix de Rachat sera distribué parmi les détenteurs des MRPS en proportion des MRPS détenues par eux. Tout surplus sera partagé entre les associés en proportion des Parts Sociales Ordinaires détenues par eux dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.»

Septième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide de fixer le nombre des gérants de la Société à trois (3) et de nommer les personnes suivantes en tant que membres du conseil de gérance de la Société une durée qui expirera à la fin de l'assemblée générale ordinaire appelée à approuver les comptes annuels de l'exercice social clos le 31 décembre 2013:

a. M. Jorge Kininsberg, né le 2 décembre 1950, à Buenos Aires, Argentine, résidant professionnellement au 10 A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg;

b. M. Israel Borba, né le 16 novembre 1961, à São Paulo, Brésil, résidant professionnellement à Saffrey Square Building, Suite 103-B, Bay-Street & Bank Lane, CB-10988 Nassau, Bahamas;

c. M. Jose Luis Pineiro Bouzas, né le 17 octobre 1964, à São Paulo, Brésil, résidant professionnellement à calle 50, torre Global Bank, piso 24, Panama City, Panama.

Huitième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide d'établir le siège social et l'établissement principal de la Société au 35, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Neuvième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide que le premier exercice social sous le droit luxembourgeois se terminera au 31 décembre 2013.

Dixième Résolution

L'assemblée générale de la Société décide d'approuver les Comptes Intérimaires en tant que bilan d'ouverture de la Société au Luxembourg. Le bilan d'ouverture de la Société restera annexé au présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête de la présente.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des personnes comparantes et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Le document ayant été lu aux comparants, connus du notaire par ses nom, prénom usuel, état civil et demeure, lesdits comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: A. WAGNER, M. KAISER, C. PRESTAT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 mai 2013. LAC/2013 /21974. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013066260/841.

(130081721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Jans-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.618.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 152.921.

EXTRAIT

En date du 21 mai 2013, l'associé unique de la Société a nommé comme gérant de la Société pour une durée indéterminée, avec effet immédiat:

Monsieur Marc LIESCH, né le 22 juillet 1954 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec adresse professionnelle au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de Messieurs Graham CHAPMAN, James PASSIN et Marc LIESCH.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Pour Jans-1 S.à r.l.

Référence de publication: 2013066247/18.

(130081794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Lavater S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 74.896.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon exceptionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen le 21 mai 2013

5^{ème} Résolution:

Le mandat d'Administrateur et le mandat de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Christophe BLONDEAU, le mandat d'Administrateurs de Monsieur Nour-Eddin NIJAR et Monsieur Romain THILLEN, ainsi que celui de Commissaire de la société H.R.T. Révision S.A. étant arrivés à échéance, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet au 24 juin 2011 et pour une période de six ans prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2017, le mandat d'Administrateur de Monsieur Christophe BLONDEAU (Président du Conseil) demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, et le mandat du Commissaire aux Comptes, la société H.R.T. Révision S.A. ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, Madame Cornelia METTLEN, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Administrateur en remplacement de Monsieur Nour-Eddin NIJAR, et de nommer avec effet immédiat, Monsieur Marc LIBOUTON, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Administrateur en remplacement de Monsieur Romain THILLEN pour une période de six ans prenant fin à l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour LAVATER S.A.

Référence de publication: 2013066288/23.

(130081881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Krypton Luxembourg SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5755 Frisange, 29, Am Schoumansbongert.

R.C.S. Luxembourg B 169.055.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013066274/11.

(130081968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Kool Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 165.021.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066273/10.

(130082121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Kihn, Société Anonyme.

Siège social: L-3754 Rumelange, 17, rue de l'Usine.

R.C.S. Luxembourg B 10.160.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066271/9.

(130081804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Luxcellence Advisory Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 46.546.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 Avril 2013

En date du 18 avril 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission des Administrateurs suivants:

* Madame Evelyne Berthuit avec effet au 20 décembre 2012;

* Monsieur Olivier Storme avec effet au 18 avril 2013;

* Monsieur Bernard Ravel avec effet au 18 avril 2013;

- de nommer les personnes suivantes en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014:

* Monsieur Guillaume Fromont, CACEIS, 1 Place Valhubert, F-75013 Paris;

* Monsieur Philippe Bourgues, CACEIS, 1 Place Valhubert, F-75013 Paris;

* Monsieur Philippe de Cibeins, CACEIS, 1 Place Valhubert, F-75013 Paris;

* Madame Marie-Victoire Menez, Luxcellence Management Company S.A., 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg;

- de renouveler les mandats de Monsieur Jean-Pierre Michalowski et de Monsieur Lucien Euler en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Luxcellence Management Company SA

Référence de publication: 2013066285/24.

(130081189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Klöckner Investment S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 107.395.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066263/10.

(130081777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Klöckner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 107.394.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066264/10.

(130081776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

Kleng Snack S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9275 Diekirch, 1, place des Recollets.

R.C.S. Luxembourg B 103.374.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066262/10.

(130081557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

AMT Capital Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 161.326.

—
Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 27 février 2013

Le conseil d'administration a renouvelé le mandat de BDO Audit S.A., avec siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.570 en qualité de réviseur d'entreprises agréée avec effet immédiat et pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 09 avril 2013

L'assemblée générale des actionnaires a accepté la démission de M. Kilian McDERMOTT de sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 09 avril 2013.

L'assemblée générale des actionnaires a nommé M. Peter NORRIS, né le 23 avril 1966 à Ferndown, Royaume-Uni, demeurant à Mincing Lane, 2, Minster Court, 9th Floor, London EC3R 7BB, Royaume-Uni, en qualité d'administrateur de la Société avec effet au 09 avril 2013 et pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013.

L'assemblée générale a renouvelé les mandats suivants pour une période prenant fin à l'assemblée générale annuelle de la Société approuvant les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013:

- Mr. François BROUXEL, administrateur

- Mr. Jeremy CADLE, administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066714/24.

(130082859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

AMT Capital Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 161.326.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066713/9.

(130082831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Anoi Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 85.296.

—
Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013066715/10.

(130082174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

AMMF Investment, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 112.588.

—
Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066712/10.

(130082797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Antimo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 99.956.

Les comptes annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 24 mai 2013.
Référence de publication: 2013066717/10.
(130082449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

APPIA General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 163.193.

Composition du Conseil d'Administration:

Le Conseil d'Administration a noté la démission de Monsieur Oliver Schutz en tant qu'Administrateur de la Société avec effet au 17 mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2013.

APPIA General Partner S.à r.l.

Au nom et pour le compte de JPMorgan Bank Luxembourg S.A

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013066721/15.

(130082251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Assets & Buildings Investments I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 135.150.

L'assemblée générale annuelle du 18 avril 2013 a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration en date du 10 décembre 2012 de coopter Monsieur Yves BIEWER au poste d'administrateur de la société, en remplacement de Monsieur Olivier LECLIPTEUR démissionnaire.

Lors de cette même assemblée générale annuelle du 18 avril 2013, le mandat des Administrateurs M. Fabio MASTROSIMONE, Président, M. François MEUNIER, Mme. Sarah BRAVETTI ainsi que celui du Commissaire aux comptes AUDIT TRUST S.A., société anonyme ont été renouvelés pour une durée de 6 ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Le mandat de l'administrateur M. Yves BIEWER venu à échéance lors de cette assemblée générale annuelle du 18 avril 2013 n'a pas été renouvelé.

De ce fait, le nombre d'administrateur a été réduit à trois.

Luxembourg, le 23-05-2013.

Pour: ASSETS & BUILDINGS INVESTMENTS I S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013066728/23.

(130082260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Arranmore, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 132.431.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire au siège social de la société le 13 mai 2013

L'Assemblée Générale décide de révoquer, le commissaire aux comptes AUDIEX S.A., avec siège social sis au 57 avenue de la faïencerie à L-1510 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.469.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en qualité de commissaire aux comptes, la société anonyme ZIMMER & PARTNERS S.A. avec siège social sis au 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.507.

Son mandat prendra effet à compter de la revue de l'exercice du 31 décembre 2011 et expirera lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013066727/18.

(130082158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Arcotex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 75.356.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Arcotex S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013066722/13.

(130082520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Auto Racing Service S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 73, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 80.674.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066736/10.

(130082287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Axilux Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 22, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 92.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 24/05/2013.

Référence de publication: 2013066739/10.

(130082704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Ayala, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 150.418.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013066740/10.

(130082250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

B&B Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 125.899.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 Mai 2013.

Référence de publication: 2013066744/10.

(130082790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Bayard Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 164.133.

Les comptes annuels au 28 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 23 mai 2013.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Manfred Zisselsberger

Gérant

Référence de publication: 2013066748/14.

(130082283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Belle-Ile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.
R.C.S. Luxembourg B 168.921.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013066749/10.

(130082455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Suez Environnement Ré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser 2.
R.C.S. Luxembourg B 170.301.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue au siège social, 12, Zone Industrielle Wolser 2, L-3225
Bettembourg, le 25 avril 2013*

L'Assemblée constate que les mandats d'administrateur de:

- Madame Marie-Ange Debon, Présidente du Conseil d'Administration,
- GDF SUEZ RE S.A., administrateur,
- Suez Environnement Holding BE SCRL, administrateur,
- Monsieur Franck Grimonpont, administrateur,
- Monsieur Jean-Marc Boursier, administrateur,
- Monsieur Etienne Marot, administrateur,
- Monsieur Brian Collins, administrateur,
- Monsieur Arthur Scart, administrateur,
- Monsieur Mathieu Berthoud, administrateur,
- Monsieur Gaël Falchier, administrateur,

arrivent à expiration ce jour, à l'issue de cette Assemblée et décide à l'unanimité de renouveler l'ensemble desdits mandats pour une durée de 1 (une) année expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2014 qui statuera sur l'exercice social clos le 31 décembre 2013.

L'Assemblée constate que le mandat du Cabinet Mazars Luxembourg comme Réviseur d'Entreprises Indépendant arrive à expiration ce jour, à l'issue de cette Assemblée et décide à l'unanimité renouveler ledit mandat pour une durée de 1 (une) année expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2014 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013067273/31.

(130082269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Bimon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 13, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 170.731.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

BIMON S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2013066750/13.

(130082360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Smash Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 157.617.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth day of May,

Before US Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Rédange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

Is held an extraordinary general shareholder meeting of "Smash Holding S.A.", a public limited liability company ("société anonyme") (hereafter the "Company"), having its registered office at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.617 and incorporated by a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on December 8, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 362 on February 23, 2011.

The Company's articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on September 28, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2775 on November 15, 2012.

The meeting is opened by Mrs. Annabelle GIOVANARDI, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, being in the chair (hereafter the "Chairman"),

who appoints as secretary Mrs. Amélie BURUS, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Anna HERMES, professionally residing at 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are recorded in an attendance list. This attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing persons and the undersigned notary.

II. As it appears from the said attendance list, all the issued shares, representing the whole share capital of the Company, are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all agenda items.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000) in order to raise it from its present amount of two million five hundred thirty thousand Euros (EUR 2,530,000) to three million seven hundred thirty thousand Euros (EUR 3,730,000) by the issuance of twelve thousand (12,000) new shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100) each and an aggregate par value of one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000) (the "New Shares"), all vested with the same rights and obligations as the existing shares;

2. Waiver by the present shareholders of the Company of their preferred subscription right for the New Shares;
3. Subscription to eleven thousand four hundred (11,400) New Shares by Roxbury Holdings Limited ("Roxbury"), with registered office at La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands with company registration number 65081 (the "Roxbury Shares");
4. Subscription to six hundred (600) New Shares by Mr. Charles John Pinnell ("CJP"), chartered accountant, residing at Edifici Nordic 4A, Avda El Traves, La Massana, Principat d'Andorra, holder of UK passport number 761083312 and Andorran residence permit 224115Y (the "CJP Shares");
5. Full payment of the Roxbury Shares by a cash payment amounting to one million one hundred forty thousand Euros (EUR 1,140,000);
6. Full payment of the CJP Shares by a cash payment amounting to sixty thousand Euros (EUR 60,000);
7. Amendment of the first paragraph of article 5 of the Company's Articles of Association to give it the following content:

" **Art. 5. Capital - Shares - Shares Certificates.** The share capital is set at three million seven hundred thirty thousand Euros (EUR 3,730,000) represented by thirty seven thousand three hundred (37,300) shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each."

8. Miscellaneous.

After the foregoing has been approved by the shareholders, the general meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to increase the Company's share capital by an amount of one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000) in order to raise it from its present amount of two million five hundred thirty thousand Euros (EUR 2,530,000) to three million seven hundred thirty thousand Euros (EUR 3,730,000) by the issuance of twelve thousand (12,000) New Shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100) each and an aggregate par value of one million two hundred thousand Euros (EUR 1,200,000), all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Second resolution

The general meeting expressly acknowledges that the present shareholders of the Company waive their preferred subscription right for the New Shares.

Third resolution

The general meeting resolves to agree to the subscription of (i) eleven thousand four hundred (11,400) New Shares by Roxbury and (ii) six hundred (600) New Shares by CJP.

Subscription - Payment

Thereupon

1) Roxbury Holdings Limited, with registered office at La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands with company registration number 65081 ("Roxbury"), represented by Mrs. Anna HERMES prenamed,
by virtue of a proxy given on 15 May 2013,

declares to subscribe to eleven thousand four hundred (11,400) New Shares and have them fully paid up by a cash payment amounting to one million one hundred forty thousand Euros (EUR 1,140,000). Furthermore,

2) Mr. Charles John Pinnell, chartered accountant, residing at Edifici Nordic 4A, Avda El Traves, La Massana, Principat d'Andorra ("CJP")

represented by Mrs. Anna HERMES prenamed,

by virtue of a proxy given on 8 May 2013,

declares to subscribe to six hundred (600) New Shares and have them fully paid up by a cash payment amounting to sixty thousand Euros (EUR 60,000).

Evidence of the payment of the total amount of one million two hundred thousand Euros (EUR 1.200.000) to the Company has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

Pursuant to the above resolutions, the general meeting resolves to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5. Capital - Shares - Shares Certificates.** The share capital is set at three million seven hundred thirty thousand Euros (EUR 3,730,000) represented by thirty seven thousand three hundred (37,300) shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each."

There being no further business, the meeting is terminated.

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 2.500.-.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Strassen, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-sept mai,

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Rédange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "Smash Holding SA" (ci-après la «Société»), avec siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 157.617, et constituée suivant un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 8 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 362, le 23 février 2011.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte reçu du Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2775 en date du 15 novembre 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Annabelle GIOVANARDI, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen (ci-après le «Président»),

qui désigne comme secrétaire Madame Amélie BURUS, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Anna HERMES demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

II. Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital de la Société à concurrence d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000) afin de le porter de son montant actuel de deux millions cinq cent trente mille euros (EUR 2.530.000) à trois millions sept cent trente mille euros (EUR 3.730.000) par l'émission de douze mille (12.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune et d'une valeur nominale totale d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000), disposant des mêmes droits et obligations que les actions existantes (les «Actions Nouvelles»);

2. Renonciation des actionnaires actuels de la Société à leur droit de souscription préférentielle des Nouvelles Actions;

3. Souscription à onze mille quatre cents (11.400) Actions Nouvelles par Roxbury Holdings Limited («Roxbury») avec siège social à La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands avec numéro d'enregistrement 65081 (les «Actions Roxbury»);

4. Souscription à six cents (600) Actions Nouvelles par M. Charles John Pinnell («CJP»), expert-comptable, ayant son adresse privée à Edifici Nordic 4A, Avda El Traves, La Massana, Principauté d'Andorre, détenteur du numéro du passeport du Royaume-Uni 761083312 et permission de résidence du Principat d'Andorre numéro 224115Y (les «Actions CJP»);

5. Libération intégrale des Actions Roxbury par apport en numéraire d'un million cent quarante mille euros (EUR 1.140.000);

6. Libération intégrale des Actions CJP par apport en numéraire de soixante mille euros (EUR 60.000);

7. Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner le contenu suivant:

« **Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'Actions.** Le capital social est fixé à trois millions sept cent trente mille euros (EUR 3.730.000) représenté par trente-sept mille trois cents (37.300) actions ayant un valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.»

8. Divers.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000) afin de le porter de son montant actuel de deux millions cinq cent trente mille euros (EUR 2.530.000) à trois millions sept cent trente mille euros (EUR 3.730.000) par l'émission de douze mille (12.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune et d'une valeur nominale totale d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000), disposant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Deuxième résolution

L'assemblée générale prend note que les actionnaires actuels de la Société renoncent expressément à leur droit de souscription préférentielle des Nouvelles Actions.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'approuver la souscription de (i) onze mille quatre cents (11.400) Actions Nouvelles par Roxbury et (ii) six cents (600) Actions Nouvelles par CJP.

Souscription - Paiement

Ensuite,

1) Roxbury Holdings Limited, avec siège social à La Motte Chambers, St. Helier, Jersey, Channel Islands avec numéro d'enregistrement 65081 («Roxbury»)

représentée par Madame Anna HERMES prénommée,

en vertu d'une procuration datée du 15 mai 2013,

déclare souscrire à onze mille quatre cents (11.400) Actions Nouvelles et les libérer intégralement par apport en numéraire d'un million cent quarante mille euros (EUR 1.140.000).

En plus,

Monsieur Charles John Pinnell, expert-comptable, ayant son adresse privée à Edifici Nordic 4A, Avda El Traves, La Massana, Principauté d'Andorre, («CJP»)

représenté par Madame Anna HERMES prénommée,

en vertu d'une procuration datée du 8 mai 2013,

déclare souscrire à six cents (600) Actions Nouvelles et les libérer intégralement par apport en numéraire de soixante mille euros (EUR 60.000).

Preuve du paiement du montant total d'un million deux cent mille euros (EUR 1.200.000) à la Société a été donnée au notaire soussigné.

Quatrième résolution

Suite aux précédentes résolutions, l'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital - Actions - Certificats d'Actions.** Le capital social est fixé à trois millions sept cent trente mille euros (EUR 3.730.000) représenté par trente-sept mille trois cents (37.300) actions ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ EUR 2.500.-.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. GIOVANARDI, A. BURUS, A. HERMES, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 mai 2013. Relation: RED/2013/795. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 23 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013067299/196.

(130082201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Stanwahr S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 34.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Stanwahr SARL

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013067270/11.

(130082515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Sankaty European Investments, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 16.800,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 119.056.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067263/9.

(130082228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

SBM Construction, Société Anonyme.

Siège social: L-5885 Hesperange, 281, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 86.540.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 2013

Sont renommés administrateurs pour une durée de six ans, leurs mandats expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2019:

- Monsieur Marinho DA SILVA, demeurant au 12, rue Jean-Pierre Hippert, L - 5834 Hesperange,
- Monsieur Manuel MARQUES BARNABE, demeurant au 14, rue Jean Nicolas Schumacher, L - 4907 Bascharage,
- Madame Stella BATTISTA, demeurant au 25, rue du Cimetière, L - 5712 Aspelt.

Est renommée commissaire aux comptes pour une durée de six ans, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2019:

- SOFINTER GESTION S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Hesperange, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013067286/19.

(130082392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Sciliar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 89.339.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 21 mai 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions de commissaire aux comptes.

Monsieur ROSSI Jacopo, employé privé, né le 20.04.1972 à San Dona di Piave (Italie), domicilié professionnellement au 10, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, est nommé nouveau commissaire aux comptes. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme
SCILIAR S.A.
Régis DONATI
Administrateur

Référence de publication: 2013067288/17.

(130083021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Gelt S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 55.144.

—
EXTRAIT

Par décision de l'assemblée générale les actionnaires de la Société en date du 15 avril 2013 les associés ont, décidés de:

(i) pris acte de la démission de M. Jean-Luc Pitsch en tant que administrateur de la Société avec effet au 22 octobre 2012;

(ii) révoqué le mandat de M. Jean-Pierre de Bonhome en tant que administrateur de la Société avec prise d'effet immédiat;

(iii) approuvé la nomination de M. Lajos Sapi, résidant professionnellement Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau administrateur de la Société, avec prise d'effet immédiat et prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018 statuant sur les comptes annuels de 2017; et

(iv) approuvé la nomination de M. Vincent Pringiers, résidant professionnellement Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau administrateur de la Société, avec prise d'effet immédiat et prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018 statuant sur les comptes annuels de 2017.

Par ces résolutions, les actionnaires ont confirmé que le conseil d'administration est à compter du 15 avril 2013, composé comme suit de:

- M. Gabor Harakaly;
- M. Germain Hames;
- M. Vincent Pringiers; et
- M. Lajos Sapi.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2013.

Pour GELT S.A.

Signature

Référence de publication: 2013064671/30.

(130079693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Infopartners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 17.719.

—
Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale de la Société, en date du 25 avril 2013, que l'actionnaire unique de la Société a décidé d'accepter les démissions de Mme Ann Mommaerts et Monsieur Roland Haber de leur fonction d'administrateurs, de ne pas les remplacer et de fixer à trois le nombre d'administrateurs.

De plus, l'actionnaire unique a décidé de révoquer le commissaire aux comptes Revilux S.A. et de nommer à cette fonction, la société Alter Audit, établie et ayant son siège au 2, Place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B110675.

Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2018.

Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2013063920/17.

(130079120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2013.
